Observatoire Social Tunisien
المرصد الاجتماعي التونسي
FORUM TUNISIEN POUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

FTDES
Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux

Numéro 65

The Feburary Issue NOW available in English inside

Rapport du mois de Février 2019

des mouvements sociaux, suicides et violences

716 protestations collectives et **16** cas de suicide et de tenative de suicide

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG
CCFD TERRE SOLIDAIRE
Soyons les forces du changement

Introduction

Les conditions de vie des tunisiens ne cessent de se dégrader dans de nombreuses régions. C'est ce que les manifestations sociales observées au mois de février font ressortir sans que les autorités ne réagissent.
Cette indifférence ne fait qu'alimenter la complexité de la vie quotidienne des citoyens et la détérioration des conditions économiques, sociales, environnementales et de santé sans oublier la détérioration de tous les indicateurs de droits fondamentaux, notamment le droit à l'eau potable, le droit au transport, à l'éducation, sanitaire et le droit à la sécurité.
Dans ce climat général de flou qui règne sur le pays, on n'aperçoit aucun indice présageant une amélioration de la situation ni une solution à la crise économique et sociale puisqu'il n'y a eu aucune évolution sur le plan économique et social en février.
La crise qui menaçait la paix sociale a failli s'aggraver s'il n'y a pas eu l'accord sur l'augmentation salariale accordée aux services publics ce qui a permis d'éviter une grève générale de deux jours dans le secteur public.
Cette augmentation s'est accompagnée de craintes de la part de la Banque Centrale concernant une aggravation du taux d'inflation et face à un accroissement éventuel de l'indice de la consommation, la décision a été prise de relever le taux directeur de 100 points, ce qui compliqua encore la situation des citoyens ayant des emprunts bancaires. Cette décision d'augmenter la proportion de cet intérêt peut compliquer d'avantage la crise immobilière et avoir des répercussions sur le reste des secteurs.
Il n'est, donc, pas apparu au cours du mois de février, un indicateur positif de la quasi-amélioration de la situation économique et sociale, cela rend plus difficile les mois à venir, y compris le mois de mai qui coïncidera avec le mois de Ramadhan.
Février, a été témoin de troubles sociaux à la suite de la révélation d'une "école coranique" à Regueb, de l'arrestation du propriétaire du camp et de l'assistance psychologique aux 42 enfants qui s'y trouvaient pour recevoir des leçons d'extrémisme religieux et d'entrainement physique coriace.
Dans l'ensemble, les indicateurs sociaux et économiques de février étaient négatifs.

Les mouvements citoyens de protestation individuels et collectifs:

Au cours du mois de février 2019, la même cartographie de manifestation a été maintenue, où le gouvernorat de Kairouan occupe la première place en termes de nombre de mouvements de protestation devant le silence assourdissant de l'Etat concernant les difficultés que vivent les citoyens dans les régions dans leur quotidien.

En effet, le gouvernorat de Kairouan connait diverses crises affectant les droits fondamentaux des citoyens notamment l'absence d'eau potable, la dégradation de la situation environnementale suite aux dégâts occasionnés par les réseaux d'égouts qui ont inondé les rues ; sans oublier l'effondrement des toitures des salles de classe dans les écoles durant les cours comme dans la délégation de Bouhajla. Délégation qui connait une quasi-absence de transport scolaire et une détérioration des services dans le secteur de la santé.

La crise des vols qui menacent les agriculteurs et les éleveurs perdure provoquant un état de gronde sociale continue dans la région et une diversification dans les formes de protestation réclamant une réforme globale et fondamentale dans la gestion de ces crises sans enregistrer aucune interaction de la part des autorités.

La cartographie confirme que l'employabilité est toujours maître des revendications dans le gouvernorat de Gafsa et que la crise du phosphate parait presque sans issu du fait des perturbations fréquentes de la production et l'incapacité des autorités à répondre de manière effective les revendications des travailleurs et à rétablir la relation entre l'entreprise et son environnement.

La cartographie témoigne, également, que le gouvernorat de Jendouba assiste à la naissance d'un mouvement de protestation sociale hors norme qui pourrait indiquer que la nature du mouvement protestataire évolue pour devenir plus effectif et se renouveler dans l'observance de revendications et leur réalisation. À Jendouba, est né en février, un mouvement de protestation qui a commencé par une mobilisation virtuelle de deux semaines dans le cadre d'une mobilisation virtuelle sous le Hashtag: "Jendouba veut un développement réel", ce qui a conduit à l'initiation d'un sit-in devant le siège du gouvernorat ensuite à l'organisation d'une manifestation hebdomadaire chaque mercredi et l'organisation d'une journée d'étude autour de la méthodologie de mettre en place une

transversalité entre les différentes revendications des différents manifestants dans ce mouvement de protestation.

Une expérience qui pourrait connaitre des développements au cours du mois prochain. La carte montre également que la crise portuaire pourrait être sujette à de nouveaux développements au cours des prochains mois, les marins ayant déjà pris part à plusieurs manifestations pour réclamer l'aménagement des ports. Le mois de février a été marqué par le retour des manifestations dans le port de Teboulba à Monastir ainsi qu'à Zarzis.

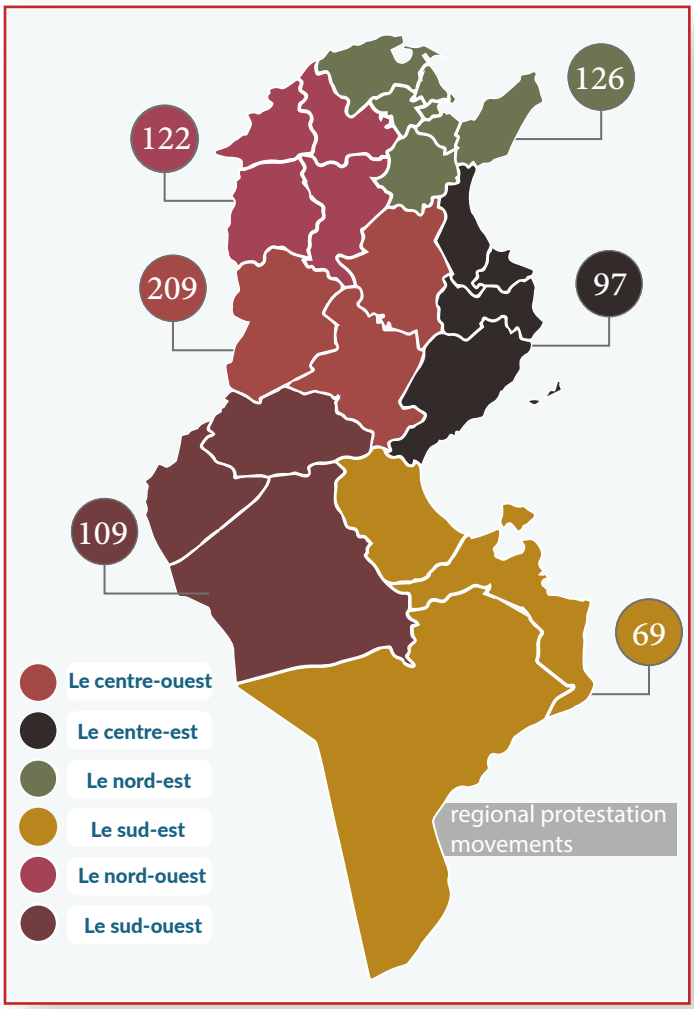
L'architecture des mouvements de protestation montre également que les autorités régionales semblent incapables de répondre aux demandes des citoyens. À le rue El Hajjel, Bir Chalouf, gouvernorat Nabeul, les habitants ont été contraints à manifester puisque les autorités locales n'ont pas réagi à leur demande de fournir des conteneurs de déchets. De plus, à Maamoura, les autorités locales n'ont pas répondu aux appels de détresse des citoyens face émanations d'odeurs nauséabondes à partir des égouts de la ville.

La découverte d'un vieil homme vivant dans un cimetière et s'alimentant de vers de terre et de cafards pour survivre n'est qu'un aperçu de la détérioration des conditions de vie des personnes âgées ainsi que du manque de soutien aussi bien dans le gouvernorat de Nabeul que dans d'autres régions dans ce contexte crise économique et sociale qui touche la totalité du pays.

Gouvernorat	Volume	Gouvernorat	Volume
Bizerte	16	Monastir	22
Tunis	27	Mahdia	26
Ariana	0	Sfax	22
Manouba	5	Kairouan	113
Ben Arous	0	Kasserine	38
Zaghouan	6	Sidi Bouzid	58
Nabeul	72	Gabes	1
Jendouba	60	Medenine	42
Beja	5	Tataouine	26
Kef	24	Gafsa	97
Seliana	33	Tozeur	12
Sousse	27	Kebili	0
		Total	**732**

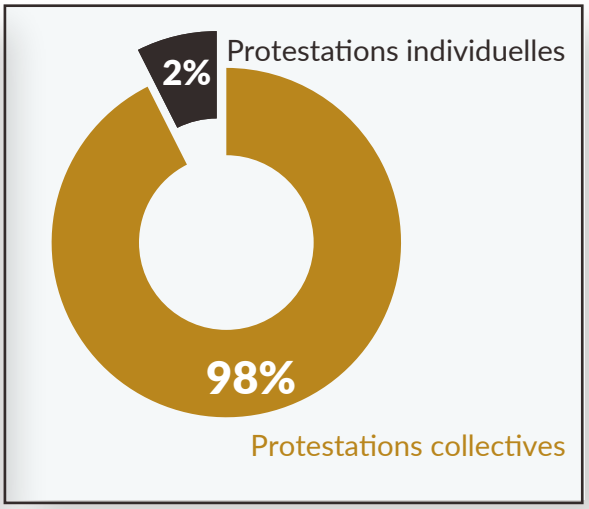
En outre, les autorités ont été constaté incapables de trouver des solutions définitives à la crise du secteur des taxis qui concernent principalement les infrastructures (stations et routes).
La cartographie indique que l'hôpital régional de Sidi Bouzid est devenu un théâtre de protestation et que la place du gouvernement dans la Kasbah est devenue un sanctuaire pour les personnes en colère venant de différentes régions.

La relation entre les sécuritaires et le citoyen nécessite un travail de révision et de reconsidération, un mouvement de protestation à Foussana dénonçant le traitement sécuritaire brutal ainsi qu'un autre mouvement de protestation dans la région d'El Aouemrya, Chebika, Gouvernorat de Kairouan condamnant la mort suspecte d'un jeune homme, originaire de la région ont été observé à cet effet.



Au total, 732 mouvements de protestation ont été observés au cours du mois de février, soit une moyenne quotidienne de plus de 26 mouvements de protestation avec des disparités entre les régions.
Le gouvernorat de Kairouan a connu 113 mouvements de protestation suivi du gouvernorat de Gafsa avec 97 mouvements de protestation et du gouvernorat de Nabeul avec 72 mouvements de protestation. Ces trois gouvernorats ont représenté environ 39% de la totalité des mouvements de protestataires observés au cours du mois de février 2019.

	Volume
Protestations individuelles	16
Protestations collectives	716
Mouvements de protestation	732



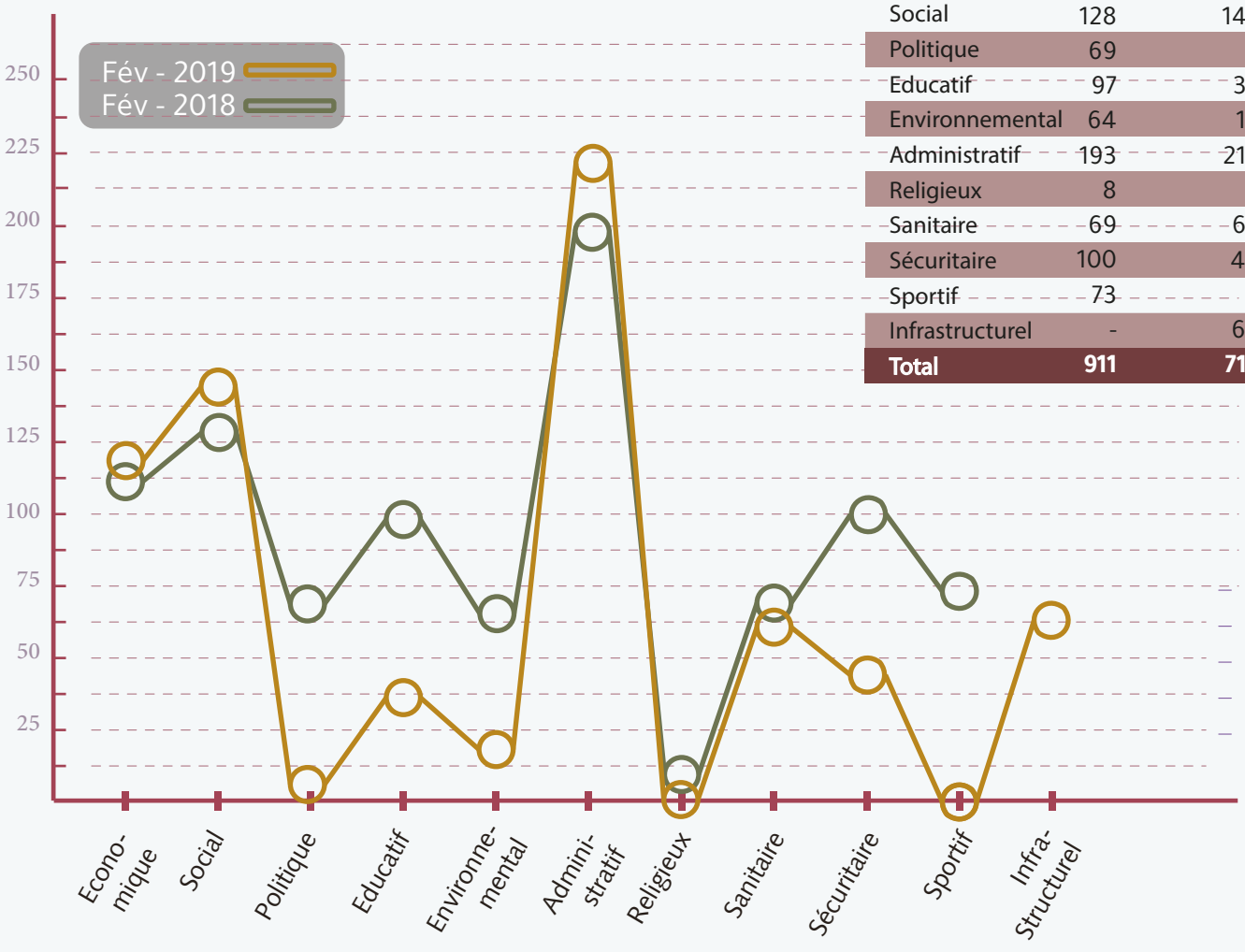
Les gouvernorats de Jendouba et de Sidi Bouzid ont été le théâtre de 118 mouvements de protestation (60 et 58 manifestations), soit environ 16% du nombre total de mouvements de protestation observés, alors que le pourcentage de manifestations observées dans les autres gouvernorats a convergé vers un taux moyen d'environ 11,8 mouvements de protestation par jour.
Les mouvements de protestation collectifs ont représenté 98% du total des mouvements.
La majorité des mouvements de protestation était de nature spontanée (345 mouvements) et le plus faible était de nature violente (144 mouvements).

Les manifestations sociales collectives

La nature des manifestations sociales collectives

345	Protestations instantanées	227	Protestations spontanées	144	Protestations violentes

Secteur	Fév-2018	Fév-2019
Economique	110	117
Social	128	143
Politique	69	6
Educatif	97	36
Environnemental	64	18
Administratif	193	219
Religieux	8	0
Sanitaire	69	69
Sécuritaire	100	44
Sportif	73	0
Infrastructurel	-	64
Total	**911**	**716**



Les moyens de protestation utilisés

Réseaux sociaux, rassemblements protestataires.	★★★★
Appels médiatiques, Sit-ins, Bloquage de routes, Blocage des lieux professionnels, Pneus brulés.	★★★
Marches pacifiques, Grèves, Marches vers la Capitale.	★★
Grèves sauvages de la faim, Pétitions, Effraction de administrations, Désobeissance civile, Couture des bouches.	★

Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements

Habitants, activistes	★★★★
Employés, travailleurs, Diplômés chômeurs, chômeurs, docteurs, employés de services médicaux	★★★
Ouvriers de chantier, Parents, Sécuritaires, Chauffeurs de taxis, Agriculteurs.	★★
Chauffeurs de taxis collectifs, Pêcheurs.	★

Les espaces de protestation

les routes, les espaces publics, les sièges des institutions administratives	★★★★
les espaces professionnels, les sièges des gouvernorats, SONEDE, STEG.	★★★
les institutions éducatives, les municipalités, les sièges des délégations, Offices, Organisations gouvernementales, hôpitaux	★★
les Ministères, la Présidence du gouvernement.	★

Les sujets des mouvements de protestation

les Ministères, la Présidence du gouvernement, les Organisations gouvernementales	★★★★
les sièges des gouvernorats, SONEDE	★★★
les insitutions éducatives, les municipalités, les délégations, les hôpitaux.	★★
les instances juridiques, les instances sécuritaires.	★

Les types de protestations par secteur

	Secteur	Economique	Social	Politique	Educatif	Environnemental	Administratif	Infrastructure	Sanitaire	Sécuritaire	Sportif
Protestations instantanées	**Volume**	50	61	3	18	11	102	39	40	21	0
Protestations spontanées	**Secteur**	Economique	Social	Politique	Educatif	Environnemental	Administratif	Infrastructure	Sanitaire	Sécuritaire	Sportif
	Volume	43	47	2	13	4	75	8	21	14	0
Protestations violentes	**Secteur**	Economique	Social	Politique	Educatif	Environnemental	Administratif	Infrastructure	Sanitaire	Sécuritaire	Sportif
	Volume	24	35	1	5	3	42	17	8	9	0

La répartition géographique des protestations

Protestations instantanées

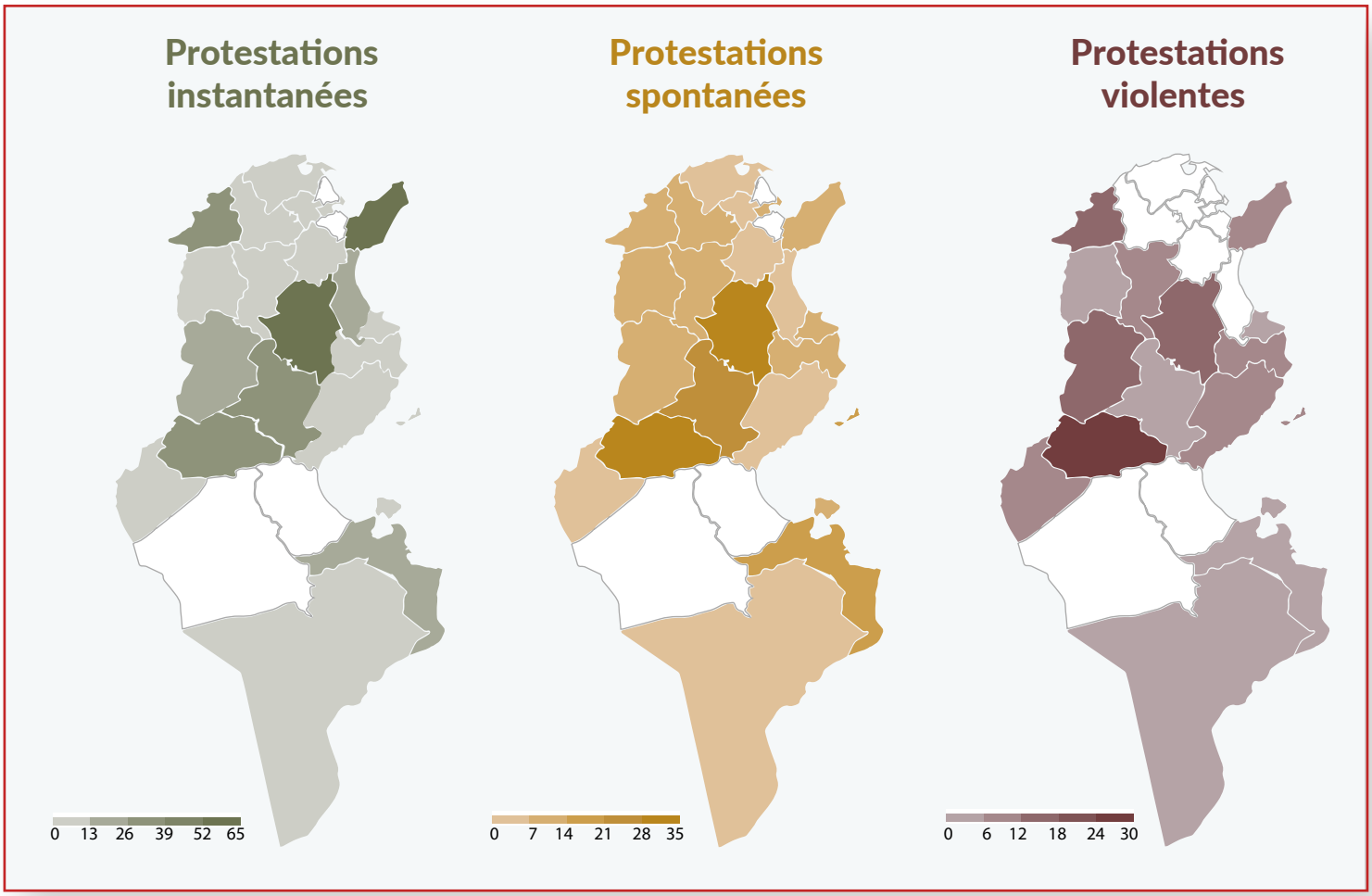
Bizerte	8	Monastir	8
Tunis	13	Mahdia	6
Ariana	0	Sfax	9
Manouba	2	Kairouan	65
Ben Arous	0	Kasserine	14
Zaghouan	3	Sidi Bouzid	27
Nabeul	53	Gabes	0
Jendouba	32	Medenine	20
Beja	2	Tataouine	10
Kef	10	Gafsa	35
Seliana	12	Tozeur	2
Sousse	14	Kebili	0

Protestations spontanées

Bizerte	8	Monastir	10
Tunis	13	Mahdia	9
Ariana	0	Sfax	6
Manouba	2	Kairouan	29
Ben Arous	0	Kasserine	10
Zaghouan	3	Sidi Bouzid	27
Nabeul	8	Gabes	0
Jendouba	13	Medenine	20
Beja	2	Tataouine	5
Kef	10	Gafsa	31
Seliana	14	Tozeur	3
Sousse	4	Kebili	0

Protestations violentes

Bizerte	0	Monastir	3
Tunis	0	Mahdia	9
Ariana	0	Sfax	7
Manouba	0	Kairouan	16
Ben Arous	0	Kasserine	14
Zaghouan	0	Sidi Bouzid	4
Nabeul	10	Gabes	0
Jendouba	14	Medenine	2
Beja	0	Tataouine	10
Kef	4	Gafsa	29
Seliana	7	Tozeur	7
Sousse	8	Kebili	0

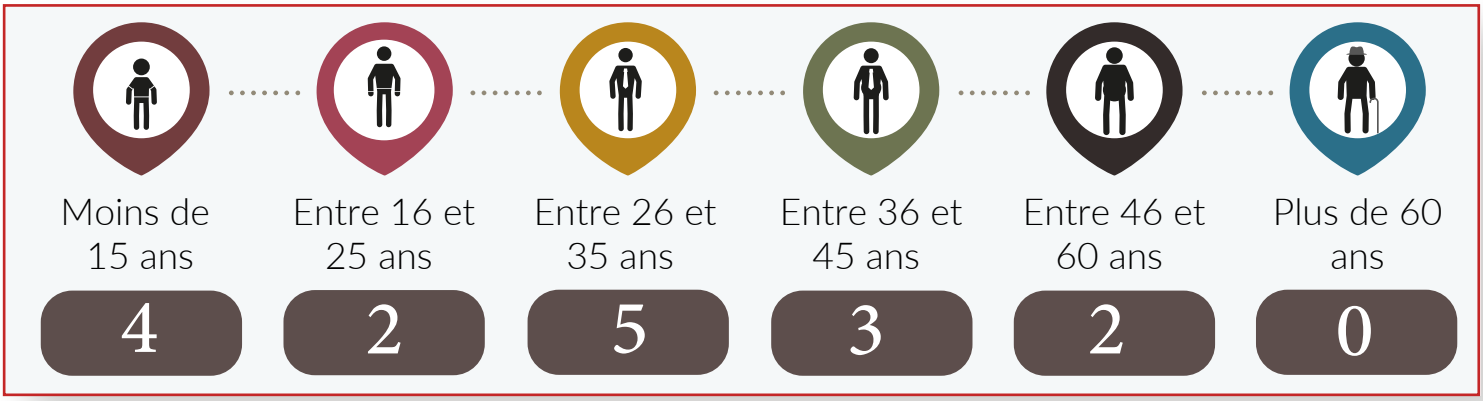


Les mouvements de suicide et de tentative de suicide

En ce qui concerne les cas de suicide et les tentatives de suicide, 16 actes ont été relevés, dont 56% d'hommes et 44% de femmes âgés de 16 à 35 ans.
Quatre cas de suicide d'enfants de moins de 15 ans ont également été observés. Il est à noter que le taux de suicide chez les hommes de la tranche d'âge entre 26 et 35 ans, est élevé par rapport à la proportion chez le genre féminin (quatre hommes contre une femme). Cet âge est considéré comme le début de l'activité professionnelle après le diplôme universitaire, ce qui marquerait le début de la vie de ces jeunes mais il semble que la crise économique et l'aggravation de la situation sociale ont immédiatement eu des conséquences dans la psychologie de ces victimes.
Le groupe d'âge le plus touché par le suicide a été celui des 26-35 ans : 31% du nombre total des suicides et tentatives ont été observés en février, suivis par les enfants de moins de 15 ans (25%) et les 36-45 ans (19%).
Aucun suicide ou tentative de suicide n'a été enregistré chez les personnes âgées de plus de 60 ans.

Suicides et tentatives de suicide par genre

Suicides et tentatives de suicide par tranche d'âge

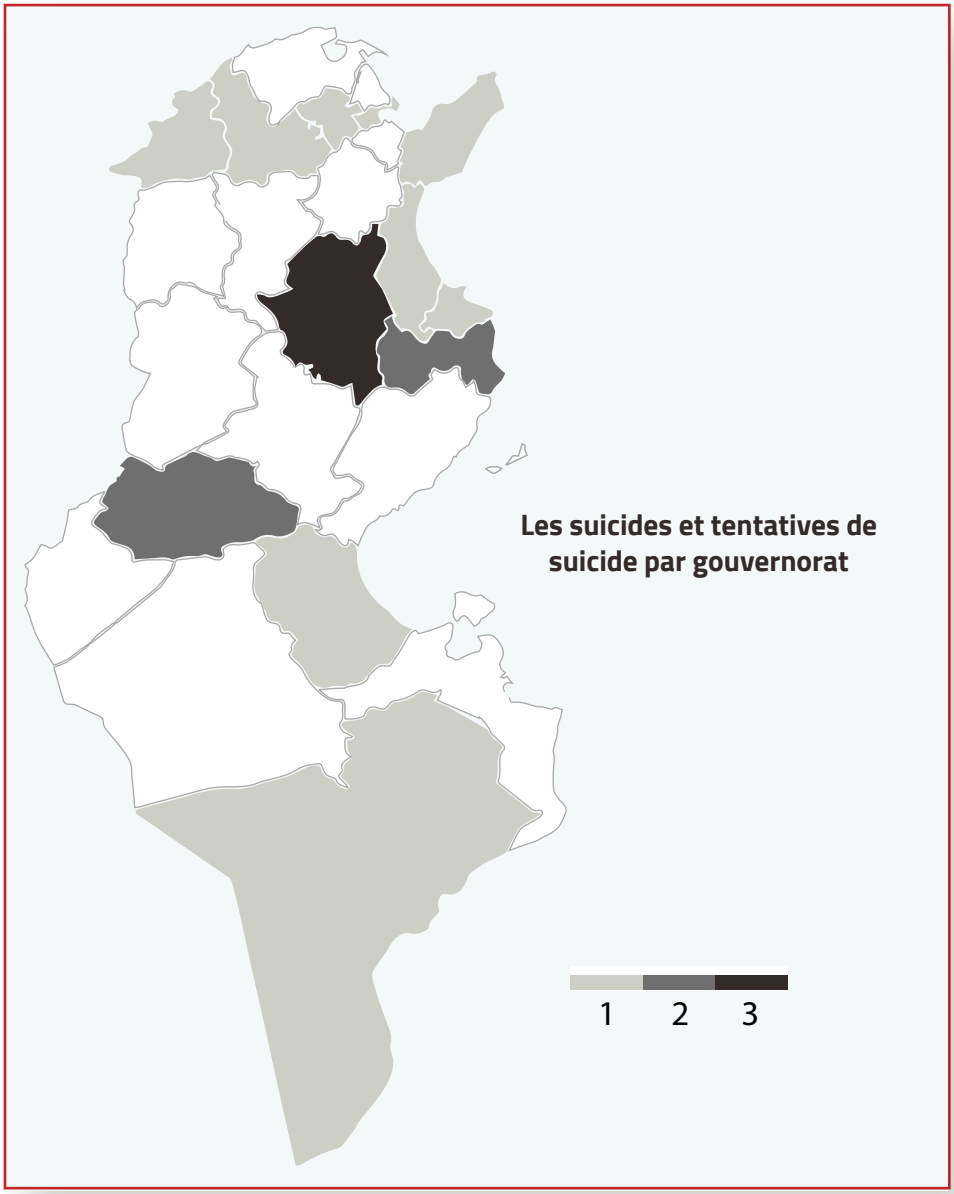


Les suicides et tentatives de suicide par gouvernorat

Governorat	Bizerte	Tunis	Ariana	Manouba	Ben Arous	Zaghouan	Nabeul	Jendouba	Beja
Volume	0	1	0	1	0	0	1	1	1

Governorat	Le kef	Seliana	Sousse	Monastir	Mahdia	Sfax	Kairouan	Kasserine	Sidi Bouzid
Volume	0	0	1	1	2	0	3	0	0

Governorat	Gabes	Medenine	Tataouine	Gafsa	Tozeur	Kebili
Volume	1	0	1	2	0	0



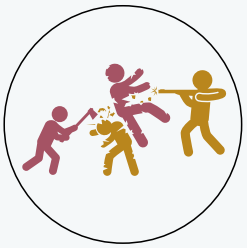
Les violences

Le niveau de violence collective au cours du mois de février a été supérieur à la violence de nature individuelle. La première représentait 54,3% des cas relevés par l'Observatoire Social Tunisien, tandis que les violences individuelles représentaient 45,7%.

Les cas de violence

Violence individuelle

54,3%

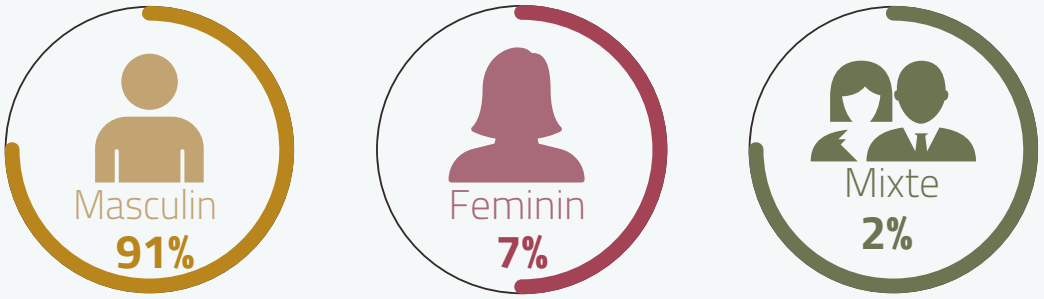


Violence collective

45,7%

Les hommes ont représenté des taux très élevés dans la violence observée, où ils étaient responsables de 91% des cas enregistrés au cours du mois de février, tandis que 7% des actes de violence enregistrés ont été imputés au genre féminin et 2% de cas ont été de nature mixte.

Violence par genre



Pareillement aux mois précédents, la violence de nature criminelle a été la plus présente durant ce mois de Février dans l'échantillon d'observation. Ces cas allaient des braquages, du vol, des agressions sexuelles et des différends se terminant souvent par des agressions physiques ou des décès.

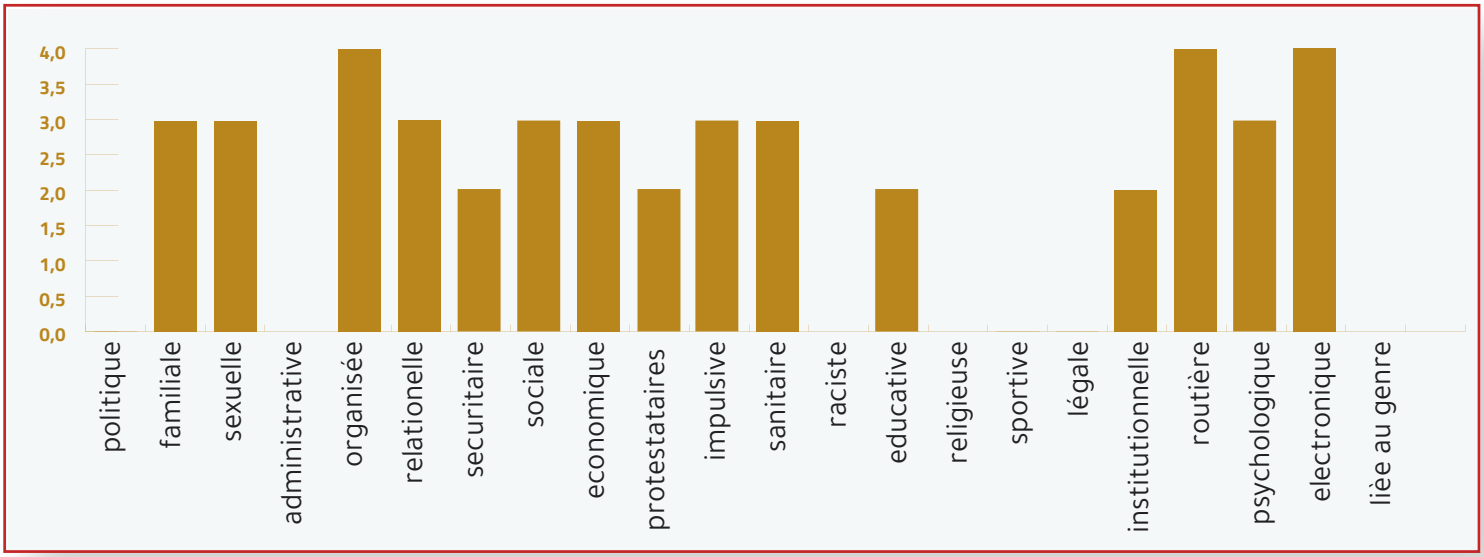
Nous mentionnons, sans toutefois s'y limiter, la dispute entre deux jeunes hommes dans la région d'El-Oueslatiya, gouvernorat de Kairouan qui a dégénérée quand l'un des deux jeunes a renversé l'autre avec sa voiture. Ainsi que l'agression injustifiée du gardien du Tribunal Foncier de Kasserine. Il a été enlevé vers un endroit en dehors de la ville pour y être poignardé avec un couteau.

Sans oublier, L'agression d'un enfant de 15 ans à Hammamet qui a été retrouvé la tête fracassée sur le bord de la route. Ni qu'à la délégation de Sidi Bourouis à Siliana, un enfant a été agressé et jeté dans le fleuve de la région.

Compte tenu de l'interférence entre les différentes formes de violence observées, l'Équipe de veille se propose de grouper les actes de violence dans plus d'une classification, tel a été le cas à Ben Arous quand un père a harcelé sexuellement sa fille de 17 ans et où la violence criminelle interfère avec la violence domestique.

Dans la région de Rahima, dans la délégation de Hajeb al-Ayoun, gouvernorat de Kairouan, un père a démoli deux maisons appartenant à ses deux avec qui il avait des différends. À Bizerte, une fille a étranglé jusqu'à la mort sa sœur à l'issue d'un conflit.

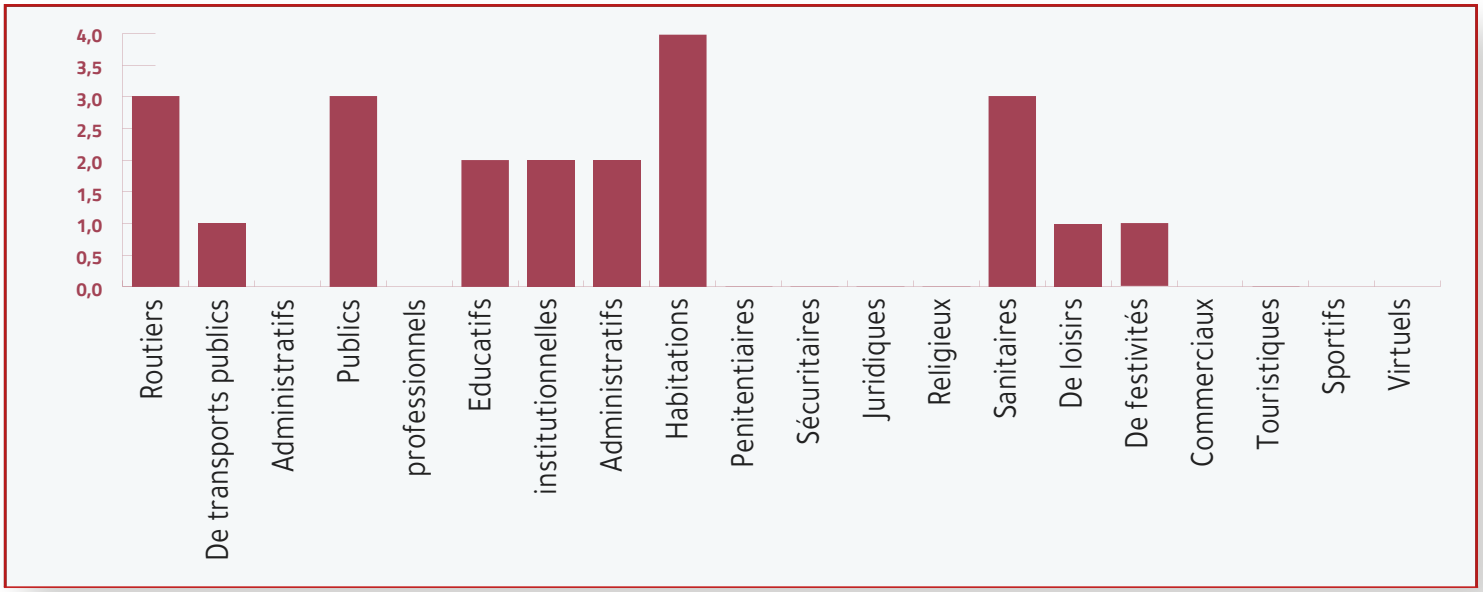
Formes de violence



La violence sexuelle a interfèré également avec la violence criminelle dans l'incident de violence collective qu'a connu le gouvernorat de Ben Arous, où un enfant de moins de 18 ans a été enlevé et violé collectivement de manière brutale. La même chose s'est produite dans la délégation de Hammamet où une fille a été enlevée et violée par un groupe de jeunes hommes.

Le mois de février l'Observatoire Social Tunisien a relevé un retour des violences dans le secteur éducatif : un jeune élève souffrant d'épilepsie a été agressé par sa maitresse dans l'une des écoles primaires à Raoued. Par ailleurs, une maitresse dans une école à Kairouan-sud a été agressée verbalement par un parent d'élève. Enfin, dans un établissement secondaire à Menzel Bouzelfa, gouvernorat de Nabeul, un enseignant a brandi un cou-

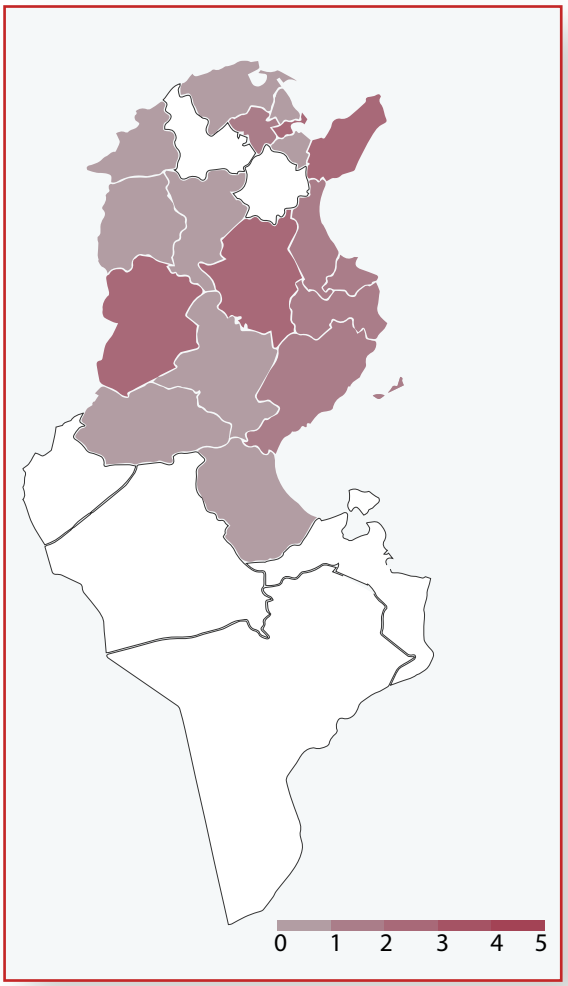
Intensité des violences par espace



En ce qui concerne les violences à caractère relationnel, un différend entre deux jeunes dans la région de Sidi Omar, gouvernorat de Nabeul, a dégénéré en affrontements entre leurs deux familles ce qui a conduit à le mort de l'un des deux jeunes.

Les espaces publics, tels que les routes, les places publiques, l'administration publique et les transports, constituent le cadre principal des actions de violence enregistrées par l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien pendant le mois de février, suivis de l'espace familial (le domicile), suivi de l'espace éducatif (écoles et instituts et leurs environnements extérieurs) ainsi que des réseaux sociaux.

Violences par governorat



Conclusion

Globalement, les indicateurs du mois de Février montrent que les mouvements de protestation sociale ont légèrement diminué par rapport aux manifestations de février 2018 (qui a connu 975 mouvements de protestation et 41 cas de suicide et tentative de suicide, dont une douzaine d'enfants de moins de 15 ans). Mais ces indicateurs présagent, également, un printemps de gronde, en particulier avec des estimations d'inflation des prix et de poursuite de la détérioration du pouvoir d'achat à la suite de la décision du Conseil de la Banque Centrale de relever le taux directeur de 100 points, passant de 6,75% à 7,75% et de l'annonce par le gouverneur de la Banque Centrale de la possibilité d'une nouvelle augmentation de ce même taux. Ce climat économique et social précède le mois de Ramadhan, connu comme pour son pic de consommation en Tunisie et son pic de la spéculation et du monopole, par conséquent, des prix plus élevés et une inflation plus importante et l'effondrement du pouvoir d'achat.